



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 03/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TEPSA France (exRUBIS TERMINAL) APPONTEMENTS

33, avenue de Wagram
75017 Paris

Références : 0100006992_2024_12_18_TEPSA Appont_VIIC suivi ech
Code AIOT : 0100006992

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2024 dans l'établissement TEPSA France (exRUBIS TERMINAL) APPONTEMENTS implanté 3 Rue du Rhône 68128 Village-Neuf. L'inspection a été annoncée le 09/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée afin de vérifier le respect de l'arrêté de mise en demeure du 26 janvier 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEPSA France (exRUBIS TERMINAL) APPONTEMENTS
- 3 Rue du Rhône 68128 Village-Neuf
- Code AIOT : 0100006992
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations contrôlées concernent les deux appontements exploités par la société RUBIS Terminal situées sur la zone portuaire de Village-Neuf. Ces appontements sont reliés par canalisation au dépôt pétrolier situé à proximité et permettent de l'approvisionner en produits

pétroliers (Gazole, Fioul domestique, essence) par barge. La société RUBIS Terminal est également autorisée à réaliser des opérations de chargement de barges via ces appontements.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- prévention des risques de pollutions dans l'eau
- mesures de maîtrise des risques
- moyen d'extinction incendie

Référentiels utilisés :

- Arrêté préfectoral portant mise en demeure du 26 janvier 2024
- Arrêté préfectoral n° 2013028-0012 du 28 janvier 2013 codifiant les prescriptions de fonctionnement des postes de déchargement et chargement en produits pétroliers de barges et péniches sur le Rhin canalisé à la société RUBIS TERMINAL à Village-Neuf, en référence au titre 1er du Livre V du code de l'environnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Moyen d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 28/01/2013, article 8.8.2 AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejet effluent	AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 2	Levée de mise en demeure
2	Prévention des risques chroniques	AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 3	Levée de mise en demeure
3	Formation des intervenants	AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 4	Levée de mise en demeure
5	Maintenance et Test AU - MMR	AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 6	Levée de mise en demeure
6	Maintenance et test dispositif coupure échauffement pompe	AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 7	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est conformé à l'arrêté de mise en demeure du 26 janvier 2024. Il est toutefois attendu la transmission du justificatif associé à la vérification des extincteurs des appointements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejet effluent

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet effluent dans le Rhin
Prescription contrôlée : Dans un délai d'un jour à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.3 de l'arrêté préfectoral n° 2013028-0012 du 28 janvier 2013 susvisé : «Les effluents éventuellement rejetés dans le Rhin sont composés exclusivement des eaux pluviales non souillées, provenant des aires étanchéifiées et des eaux résultant d'exercices incendie. <i>Ils sont exempts :</i>

<p>- de matières flottantes, - de produits susceptibles de dégager dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques inflammables ou odorantes. [...]</p> <p>Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.»</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté lors de sa visite du 28 septembre 2023 que les eaux de pluies recueillies dans les gattes à égouttures des appontements susceptibles d'être polluées, sont rejetées vers le milieu sans contrôle ni traitement préalable.</p> <p>Par courrier du 31 octobre 2023 l'exploitant a informé le service d'inspection de la modification de sa procédure associée aux opérations de déchargement de barge (référéncée PPE DVN 01). Par courrier électronique daté du 6 décembre 2023 le service d'inspection a informé l'exploitant que ces dispositions organisationnelles ne permettent pas de répondre aux exigences réglementaires.</p> <p>Lors de la visite du 18 décembre 2024, le service d'inspection a constaté que l'exploitant a mis en place un bac de récupération des égouttures et eaux pluviales associées à la gatte pour chacun des appontements. La procédure référencée PPE DVN 01 a été adaptée en conséquence en février 2024 et un mode opératoire a été créé (référéncé DVN 49, dénommé "pompage eau dans la gatte" du 14/06/2024) afin d'évacuer les eaux récupérées dans les bacs (les eaux sont pompées, acheminées sur le dépôt et déversées dans le décanteur présent sur ce dernier).</p> <p>L'inspection a constaté l'absence de rejets directs d'eaux susceptibles d'être polluées dans le milieu.</p> <p>L'exploitant s'est conformé aux prescriptions susmentionnées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : Prévention des risques chroniques

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des risques chroniques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :</p> <p>« L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...] -prévenir [...] la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté lors de sa visite du 28 septembre 2023 la présence d'une gatte à égouttures sur chacun des appontements. Toutefois, des équipements susceptibles d'émettre des égouttures n'étaient pas situés au-dessus de cette gatte (dont le bras marine, la pompe mouvex et flexibles associés).</p> <p>Lors de la visite terrain du 18 décembre 2024, le service d'inspection a constaté que les équipements présents sur les deux pontons susceptibles d'émettre des égouttures (dont le bras marine replié, la pompe mouvex et les flexibles associés) sont situés au-dessus de la gatte à</p>

égouttures.
L'exploitant s'est conformé aux prescriptions susvisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Formation des intervenants

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Formation des intervenants
<p>Prescription contrôlée : Dans un délai de 2 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8.6.2 de l'arrêté préfectoral n° 2013028-0012 du 28 janvier 2013 susvisé :</p> <p><i>« Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur la zone portuaire, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur [...] la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. [...] Des exercices périodiques mettant en œuvre les consignes doivent avoir lieu régulièrement, les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »</i></p>
<p>Constats : L'inspection des installations classées a constaté lors de sa visite du 28 septembre 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que l'enregistrement des formations réalisées par les opérateurs ne permettait pas de tracer celles associées aux consignes à tenir en cas d'incident ou d'accident au niveau des appointements, • l'absence de mesures permettant d'assurer le maintien des connaissances des opérateurs, • l'absence de compte-rendu d'exercice mettant en œuvre la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident au niveau des appointements. <p>Lors de la visite du 18 décembre 2024, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la fiche d'émargement associée à la formation du personnel sur la mesure de maîtrise des risques n° 12 (dénommée "situations d'urgence - détection d'un incident et mise en sécurité") réalisée le 12 juin 2024 ainsi que son contenu : ce dernier présente la mise en place du barrage flottant pour limiter l'épandage d'hydrocarbures, • la programmation des formations internes 2025 permettant d'assurer le maintien des compétences sur les mesures de maîtrise des risques, dont la conduite à tenir en cas d'accident à l'appointement, • le compte rendu des deux derniers exercices réalisés mettant en œuvre la conduite à tenir en cas d'accident au niveau des appointements le 28 novembre 2023 (avec les pompiers) et le 12 décembre 2024. Il est à noter, lors de ces exercices, <u>que</u> la mise en œuvre du barrage flottant a été simulée. <p>L'exploitant s'est conformé aux prescriptions susvisées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Moyen d'extinction incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Dans un délai de 15 jours après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8.8.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013028-0012 du 28 janvier 2013 susvisé : <i>« [...] A chacun des postes de chargement /déchargement des bateaux d'approvisionnement, le dispositif de défense contre l'incendie est constitué par : [...] - au minimum deux extincteurs de 50 kg (ou un de 100 kg) à chaque appontement. [...] »</i>
Constats : L'inspection des installations classées, lors de sa visite du 28 septembre 2023, a constaté la présence d'un seul extincteur de 5 kg sur l'appontement n° 2 sur les deux requis à l'article 8.8.1 de l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2013. Par courrier du 31 octobre 2023, l'exploitant a transmis au service d'inspection le bon de commande pour l'acquisition d'un second extincteur. Lors de sa visite terrain du 18 décembre 2024, le service d'inspection a constaté la présence de deux extincteurs de 50 kg sur chacun des appontements. L'exploitant s'est conformé aux prescriptions susvisées. Toutefois, l'inspection des installations classée a constaté que la périodicité annuelle de vérification de ces équipements n'est pas respectée (marque de la dernière vérification présente sur les équipements datée de novembre 2023). L'exploitant ayant présenté le bon de commande et le mail de confirmation de la réalisation de ce contrôle prévu le 08/01/2025 par l'entreprise DESAUTEL, aucune suite n'est proposée à ce stade sur ce point en non-conformité avec l'article 8.8.2 de l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2013.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant communiquera au service d'inspection le rapport justifiant de la réalisation effective de la vérification périodique des extincteurs présents sur les appontements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Maintenance et Test AU - MMR

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance et Test AU - MMR
Prescription contrôlée : Dans un délai de 1 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8.7.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013028-0012 du 28 janvier 2013 susvisé : <i>« [...] Les mesures de maîtrise des risques, font l'objet d'un suivi rigoureux. En particulier, les systèmes instrumentés de sécurité [...] qui préviennent et protègent contre le risque de phénomène dangereux aux postes de chargement/déchargement des péniches. [...] Les mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers, répondent à l'article 4 de</i>

<i>l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, en terme d'efficacité, cinétique, test et maintenance. [...]. »</i>
Constats : Les constats relatifs à ce point de contrôle sont placés en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Maintenance et test dispositif coupure échauffement pompe

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance et test dispositif coupure échauffement pompe
Prescription contrôlée : Dans un délai de 1 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8.7.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013028-0012 du 28 janvier 2013 susvisé : « [...] <ul style="list-style-type: none"> • <i>Un dispositif technique coupera automatiquement la pompe de chargement en produits pétroliers située dans l'entrepôt, en cas d'échauffement anormal provoqué par un débit nul.</i> [...] <i>Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. »</i>
Constats : Les constats relatifs à ce point de contrôle sont placés en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

2-5) Hors point de contrôle

L'exploitant lors de l'inspection a présenté la fiche réflexe, référencée DVN 04, dénommée "Épandage accidentel" (version du 10/09/2024), contenue dans son POI (plan d'opération interne). Cette fiche est commune aux installations du dépôt et des appointements. Le service d'inspection invite l'exploitant à préciser dans cette fiche les moyens spécifiques aux appointements (barrage flottant) permettant de limiter la dispersion de la nappe.

La fiche de la Mesure de maîtrise des risques (MMR) n°12 présentée au service d'inspection est conjointe avec la MMR du même nom référencée dans l'étude de dangers du dépôt. Le service d'inspection relève que cette fiche ne mentionne pas les installations de l'appointement et n~~i~~ne sc~~ite~~ pas l'étude de dangers de l'appointement. De plus, certaines actions à mettre en place dans le cadre de cette MMR sont propres à l'appointement (mise en place du barrage flottant par exemple) et ne figurent pas dans cette fiche. L'exploitant est invité à s'assurer de l'adéquation de sa documentation associée aux MMR.

L'exploitant a indiqué que le nœud papillon n°2 (en phase expédition, donc de chargement d'une barge) de l'étude de dangers de l'appointement serait modifié lors de la prochaine révision afin de ne plus prendre en compte de MMR faisant appel à du matériel (humain et technique) dont l'exploitant n'a pas la maîtrise (personnel et équipement de la barge).

Le service d'inspection s'est également assuré de la mise en œuvre des actions correctives demandées dans le rapport du 9/10/2023, référencé 0100006992_2023_09_28_RUBIS Terminal appointements_VIIC_AP2013, et en particulier répondant au constat n°5 (test de fonctionnement des canons à eau réalisé le 28/10/2024, présence de boudins absorbants en bon état).